

Entretien avec Emiel Lamberts. La Belgique, le monde chrétien et ses Internationales

Vincent Genin, ULg

Né en 1941 à Londerzeel, le Professeur Emiel Lamberts, docteur en histoire de l’Université de Louvain, a accédé à l’éméritat en 2006. Figure importante et écoutée de l’histoire contemporaine en Belgique depuis les années 1970, spécialiste de renommée internationale des questions religieuses et philosophiques qui ont traversé la Belgique au XIXe siècle, il a été une des chevilles ouvrières du KADOC, mais aussi de l’ABHC/BVNG, à sa fondation en 1972. Professeur invité des universités de Leyde, Washington D.C. ou de Louvain-la-Neuve, il revient avec ses jeunes collègues de *Contemporanea* sur son parcours et sa vision de l’histoire.

VG : Quel souvenir conservez-vous de l’ABHC/BVNG « style 1972 » ? Existait-il de telles structures à l’étranger ? Quelle était la « charte » de départ ?

EL : L’association est, comme mentionné sur le site de *Contemporanea*, mise en place par étapes entre 1972 et 1976. C’était une initiative de jeunes chercheurs qui se sentaient isolés dans leurs universités respectives et qui – par manque de canaux d’information appropriés – étaient à peine au courant de ce qui se passait ailleurs dans leur domaine. Certains d’entre eux maintenaient des contacts sporadiques. J’ai moi-même noué, au cours d’un long séjour à Gand lors de la préparation de mon doctorat, des liens d’amitié avec Els Witte, Romain Van Eenoo et Herman Balthazar. Grâce à mon directeur de thèse, Roger Aubert (UCL), j’ai appris aussi à connaître plusieurs jeunes historiens francophones. On rencontrait aussi d’autres assistants flamands et francophones et des boursiers dans les salles de lecture des Archives Générales du Royaume et de la Bibliothèque royale à Bruxelles. Les contacts mutuels nous ont convaincus que nous devions unir nos forces et créer une plateforme nourrissant un échange permanent d’informations, donner des vues d’ensemble des recherches en cours, des séminaires et un *Bulletin d’information*. C’était surtout nécessaire pour les historiens contemporanéistes, parce que leur domaine d’étude était encore en cours de développement en Belgique. Cela a mis parfois plus de temps que prévu. C’était dû au fait que les promoteurs étaient au début de leur carrière universitaire et n’étaient pas toujours disponibles pour de telles activités. Ainsi, l’association est venue « d’en bas », d’un besoin réel.



Le premier numéro du « Bulletin de l'Association Belge d'Histoire Contemporaine »

Des exemples étrangers, pour autant que je me souvienne, n'ont joué aucun rôle dans la fondation de l'association. Mais l'air du temps a exercé une grande influence sur son contenu et son organisation. Nous voulions briser délibérément les barrières entre les universités ainsi que la distinction entre le monde académique et les autres centres scientifiques. Nous voulions surtout, imprégnés de l'esprit des « Sixties », une structure non-hiéarchique. Dans un premier temps, il n'y avait donc pas de président et les tâches *ad hoc* étaient distribuées. Il a également été décidé que le mandat des membres du conseil d'administration devrait être limité dans le temps, ce qui a permis un renouvellement régulier. Je suis ravi que ce concept ait été retenu à ce jour. Il a apparemment fait ses preuves. Par ailleurs, j'estime aussi très heureux que l'association a su conserver son caractère national belge. Nous avons respecté, certainement en ce qui concerne l'histoire nationale, un domaine de recherche commun, et une intense collaboration nous offre la possibilité de confronter les différentes traditions historiographiques.

VG : Quelles furent les caractéristiques de votre formation universitaire ? Qu'en était-il du monde de la recherche et de ses moyens vers 1965-1970 ?

EL : L'histoire contemporaine professionnelle était encore embryonnaire dans les universités belges. Plusieurs titulaires des chaires dans ce domaine avaient en effet été formés comme médiévistes et « modernistes ». De plus, il y avait peu d'outils. Le Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine a tenté d'y remédier dès 1955. La force motrice de ce centre était le professeur gantois Jan Dhondt, qui se positionnait comme un administrateur scientifique doué. Il a également introduit une approche plus théorique à la recherche historique, et a attaché une grande importance à l'interdisciplinarité. Il a été une source d'inspiration, et ceci non seulement pour ses étudiants à Gand. Les jeunes contemporanéistes de ma génération ont été promus de manière inattendue parce que l'enseignement universitaire connaissait alors une forte expansion et leur domaine spécifique était en plein essor. Un effet secondaire était qu'ils avaient de vastes missions d'enseignement, avec une charge examens assez lourde. Il restait peu de place pour les recherches personnelles. La plupart d'entre eux se consacraient en plus au développement des infrastructures de recherche dans leur domaine, ce qui a conduit à la création de nouveaux centres de documentation et de recherche. Le financement de la recherche était initialement limité mais il a été progressivement poussé vers le haut par le NFWO / FNRS et les fonds de recherche universitaires.

VG : Comment en êtes-vous venu à vous intéresser à l'Italie, au Vatican et aux questions confessionnelles qui ont agité la Belgique - on se souvient de votre article sur l'affaire Laurent-Brasseur de 1856 ?

EL : J'ai été particulièrement fasciné par l'histoire politique et les grandes lignes de conflits politiques au XIXe siècle, la Belgique étant un théâtre de la lutte idéologique entre le libéralisme et le catholicisme. Comme étudiant à l'Université de Louvain unitaire, je me suis familiarisé en particulier avec l'environnement catholique. Roger Aubert était un guide exceptionnel dans le domaine de l'histoire politique et religieuse pour moi. Aussi Mgr. Aloïs Simon, qui a stimulé les recherches sur le catholicisme politique. Tous deux avaient un intérêt particulier pour le catholicisme libéral. Bien que ma sympathie allait vers cette tendance, je me suis surtout orienté

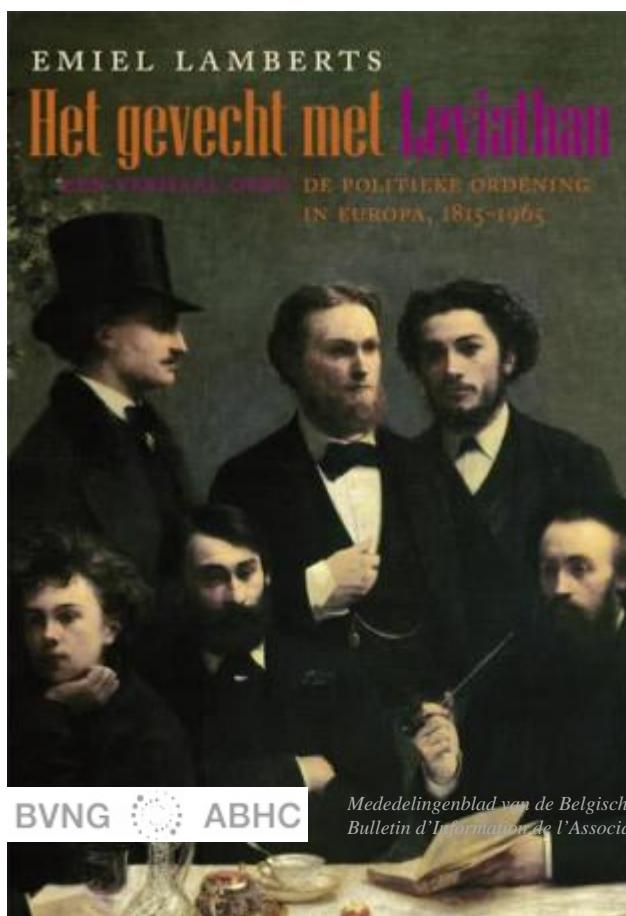
sur le courant ultramontain, parce que je suis venu à la conclusion qu'il a exercé une grande influence sur la société belge.

VG : Dans ce contexte, vous avez été intéressé par l'histoire italienne, actif au sein de l'Istituto per la Storia del Risorgimento Italiano et de l'Academia Belgica à Rome ?

EL : En effet. J'ai travaillé pendant un certain temps dans les archives du Vatican pour mon doctorat et j'ai, comme tous ceux qui séjournent longtemps à Rome, développé des liens étroits avec l'Italie. Par la suite, au cours de ma carrière, je me suis tourné davantage vers le monde anglophone, mais j'ai retrouvé mon vieil amour pour l'Italie au cours des vingt dernières années.

VG : Parmi vos travaux, je constate que le collectif que vous avez dirigé sur une « Internationale noire » (2002) est reconnu comme une étude transnationale de référence. Pourriez-vous nous expliquer ce projet ?

EL : Ce livre est le résultat d'une orientation dans ma carrière, depuis les années 1990, vers l'histoire comparée et européenne. Il est également lié à la façon dont j'ai emmené le KADOC dans cette direction durant cette période. Ce centre a été dès le début non seulement conçu comme un dépôt patrimonial pour soutenir la recherche historique, mais aussi un centre de recherche interdisciplinaire. Peu à peu, il a pris une dimension plus internationale. L'étude sur l'Internationale noire, un partenariat ultramontain radical et secret, s'inscrit dans ce contexte. L'enquête a révélé que cette organisation non seulement influencé la position politique du Vatican, mais aussi son enseignement social. J'ai élaboré plus largement ces thèmes dans *Het gevecht met Leviathan, 1815-1965* (2011), un livre qui s'adresse à un public plus large et qui est traduit entretemps dans plusieurs langues (en Anglais, en Italien et bientôt en Français). En fait, ce livre met l'accent sur le rôle potentiel de la société civile comme un tampon contre l'omnipotence de l'État. En même temps, il montre qu'il existe un lien historique entre le conservatisme et la démocratie chrétienne en Europe.



Mededelingenblad van de Belgische Vereniging voor Nieuwste Geschiedenis
Bulletin d'Information de l'Association Belge d'Histoire Contemporaine

VG : Dans les années 1960-1980, on a l'impression que l'historiographie belge connaît une forte dynamique en matière d'études sur le catholicisme (social, menaisien etc.) mais aussi les grands mouvements philosophiques au XIXe siècle, avec le Chanoine Rogert Aubert, Paul Gérin, Gaston Braive, John Bartier etc. Y voyez-vous un phénomène générationnel ? Où en sont ces études actuellement selon vous ?

EL: Ce phénomène était indissociable de son époque. L'impact durable de la ligne de conflit idéologique dans la société belge se montrait dans la structure alvéolée de la société après la Seconde Guerre mondiale. S'est dessiné en même temps à partir des années 1960, à la fois du côté catholique et libéral, un grand renouvellement qui visait à créer une société plus pluraliste et tolérante. Une réflexion historique critique pourrait contribuer à déchiffrer ce processus. Nous avons parcouru un long chemin dans cette direction. À l'heure actuelle, d'autres problèmes sociaux et culturels se présentent et peuvent être discutés dans le cadre de la recherche historique. Entretemps, beaucoup de recherches ont été effectuées sur le développement historique de l'environnement catholique et libéral et elles peuvent servir de base pour de nouvelles études, avec de nouvelles perspectives.

VG : Longtemps professeur à la KU Leuven, comment définiriez-vous les grands axes de votre conception de ce que doit être un professeur d'université ?

EL : Les missions universitaires contemporaines sont si complexes que l'image idéale du professeur diffère en fonction de la discipline dans laquelle il opère. Un professeur d'histoire peut s'attendre à fournir une éducation inspirante et bien fondée. Sur le plan de la recherche scientifique, il aura un fort caractère individuel, mais il doit aussi garder un œil sur la recherche collective. Il est également sollicité dans le cadre de la direction scientifique. Enfin, il me semble important qu'il sache transmettre ses connaissances à un public plus large. Une politique de publication incomprise et cloisonnée menace de conduire nos jeunes historiens à nouveau dans la tour d'ivoire où nos prédécesseurs se cantonnaient. C'est tout à fait différent dans le monde anglo-saxon et on devrait mieux y réfléchir.

VG : Avez-vous fait école ?

EL : Ce jugement, je le laisse plutôt aux autres. Environ la moitié de mes « docteurs » enseignent dans des universités belges et étrangères. J'espère qu'ils transmettent certaines de mes idées. Par ailleurs, je me réjouis du fait que l'histoire internationale dans mon unité de recherche antérieure a pris une tournure importante. En plus mon domaine de recherches est poursuivi dans le KADOC, ce qui offre des perspectives ultérieures.

- *Vincent Genin*